



AMBASSADE DE SUISSE
EN POLOGNE

cn					a/a
Datum					13 JAN. 1971
Visa					Bra
EPD		13 JAN. 1971			
Ref p.A. 11.3		Warszawa		VARSOVIE - io, le 7 janvier 1971. Aleje Ujazdowskie 27	

Réf.: 381.0. - CA/sb

Rapport politique no 1

La Pologne a subi une révolution

1. Avec 2 semaines de recul, les événements qui ont eu lieu du 14 au 20 décembre en Pologne ont pris un relief saisissant dans un pays où pourtant l'histoire s'est toujours faite à coups de révolutions. Cette semaine de décembre paraît dépasser en importance, par la violence des mouvements populaires, et surtout aussi par les effets qu'elle a entraînés, les périodes de 1956 et de 1968 qui représentaient les principaux tournants de l'histoire de la République populaire de Pologne.

Les émeutes de décembre 1970 ont été le fait des élites ouvrières. Les manifestations publiques de Gdansk les 14 et 15, de Gdynia du 15 au 17, de Szczecin du 17 au 21 décembre ont été lancées par les ouvriers des chantiers navals et les dockers. Elles ont rapidement entraîné, malgré l'isolement opéré par les autorités, un mouvement de solidarité dans toutes les agglomérations industrielles du pays, soit par des démonstrations sur la voie publique comme à Elblag (industrie électro-mécanique) soit par des grèves ou des menaces de démonstration : on sait maintenant que le personnel des principales usines des environs de Varsovie "FSO Zeran" (automobiles) et "Ursus" (industrie mécanique) avait formulé un ultimatum jusqu'au 21 décembre. On a donc pu constater une pleine solidarité entre les ouvriers des 106 principales entreprises, soit au moins un million de personnes, de qui dépend en grande partie l'activité industrielle du pays. La nouvelle équipe dirigeante a logiquement fait du dialogue avec les ouvriers le premier point de son programme.



- 2 -

Les mouvements de 1956 avaient été déclenchés par la manifestation des ouvriers de Poznan. Le flambeau de la révolte avait rapidement été repris par les intellectuels et le milieu urbain qui portèrent au pouvoir une nouvelle équipe dirigeante. En 1968, c'étaient les étudiants qui se lançaient dans d'illusoires manifestations qui aboutirent à une épuration des milieux dirigeants sans aller jusqu'aux réformes profondes que souhaitaient certains. Bien que ni les intellectuels ni les étudiants n'aient joué un rôle actif en décembre 1970, les effets de ce dernier retournement de situation peuvent en partie être considérés comme le complément des changements amorcés en 1968.

2. Si l'on considère, au lendemain de cette révolution, les forces en présence, on trouve à la tête du parti ouvrier unifié une équipe profondément modifiée par une opération à chaud, au gouvernement un Premier Ministre plus technicien et plus discret que son prédécesseur, dans le pays une classe ouvrière consciente de sa force et de ses possibilités d'action, une armée restée sur une prudente réserve et une paysannerie qui, depuis des années, n'a manifesté ses opinions que par une production agricole stagnante et rétrograde. Sur le plan des principes, il convient de considérer aussi le dialogue préconisé entre l'Eglise et l'Etat.

3. Les nouveaux dirigeants du Parti.

Dans des circonstances dramatiques, pas encore complètement éclaircies, Gomulka, 1er Secrétaire depuis 1956, a dû renoncer à ses fonctions le 19 décembre, sous la pression de l'opinion publique, de ses collègues du Bureau politique, et - selon des renseignements de source yougoslave - de Moscou qui aurait retiré son soutien au vieux leader dès la fin octobre, date d'un pressant appel polonais pour un crédit financier destiné à remédier à une situation économique très malsaine. Les mesures d'urgence sur les prix, publiées le 13 décembre, étaient une tentative désespérée de sortir du marasme en imposant par ce biais des restrictions

- 3 -

à la consommation : on ne peut encore s'expliquer comment Gomulka est tombé dans le piège d'une mesure aussi impopulaire. Alors que le mécontentement était déjà général et que le monde ouvrier devait s'accommoder dès le 1er janvier d'une réforme économique dont il avait le sentiment d'en faire les frais, la hausse des prix, comme un détonateur, a allumé la révolte dans les régions qui forment la seule ouverture de la Pologne vers le monde libre, la côte baltique qui connaît un important trafic maritime et qui contient de fortes concentrations ouvrières. Les échelons locaux du parti ouvrier semblent avoir péché par une particulière carence (le 1er secrétaire de Gdansk, Kartoszka, notamment, était absent lorsque se présentèrent les premières délégations de métallos). La violence inattendue des manifestations a provoqué un véritable choc chez Gomulka, personnellement mis en cause par les manifestants. Depuis le début de ces péripéties, on n'a plus vu ni entendu le responsable suprême du pays qui est entré en clinique le 19 décembre et semble encore être hospitalisé.

L'ancien Bureau politique a très rapidement commencé à étudier les solutions de rechange. Un abandon du seul Gomulka apparut tout de suite insuffisant à satisfaire les manifestants. De plus, diverses ambitions furent mises en évidence et, finalement, l'ancien patron entraîna dans sa chute Jaszczuk, principal responsable de l'économie, Kliszko, son principal confident et idéologue, Spsychalski son vieux compagnon d'armes, et un autre de ses hommes de confiance, Strzelecki, chargé de l'organisation du parti. Cinq sièges sur douze (ou 16 en comptant les 4 suppléants) devenaient donc vacants au Bureau politique.

Ceux qui aspiraient au pouvoir se divisaient entre une nouvelle génération sans programme politique très défini et d'importantes personnalités ayant une position person-

- 4 -

nelle, mais restées périphériques dans la constellation précédente : Le premier groupe compte cinq membres de la nouvelle équipe (Babiuch, Kociolek, Olszowski, Tejchma, Kepa) nés entre 1927 et 1933, qui se sont tous approchés des avenues du pouvoir après l'épuration de 1968; aucun d'entre eux n'avait pourtant une position assez solide pour atteindre le sommet. Ils ont en commun le souci d'éviter un blocage de la direction comme l'avait effectué Gomulka entre 1956 et 1970. Ils devaient donc faire choix d'une personnalité du deuxième groupe pour le poste de 1er Secrétaire.

C'est apparemment une considération d'efficacité qui a abouti au choix d'Edward Gierek, recommandé par son origine ouvrière, par sa longue expérience de militant, par ses succès d'administration dans la voïvodie de Katowice qu'il contrôlait depuis 1957, par sa popularité auprès des ouvriers de Haute-Silésie, principale région industrielle du pays où il sut éviter des manifestations publiques après le 13 décembre. Il bénéficiait d'ailleurs d'un certain crédit dans toute la population qui le considère comme un technocrate, par opposition aux doctrinaires. Selon divers indices, les "jeunes" auraient pris contact avec lui le 17 ou 18 décembre pour mener la révolution de palais qui exigeait du sang-froid et un esprit de décision. On ignore encore si ce groupe a cherché une réassurance à Moscou, ce qui semble probable. Le 20 décembre, en tout cas, l'ambassadeur soviétique n'eut pas besoin d'être convoqué à l'issue de la réunion du Comité central pour être mis au courant, comme ses collègues des autres pays du Pacte de Varsovie. Gierek dispose au Bureau politique d'un ami dévoué, Szydlak, membre de cette autorité depuis novembre 1968.

Parmi les survivants de l'équipe précédente, on admet que Cyrankiewicz, légèrement compromis par son discours télévisé du 16 décembre, s'est réhabilité dans les jours

- 5 -

suivants en poussant à la chute de Gomulka et en soutenant fortement Gierek. Le discret ministre des affaires étrangères, Jędrychowski, conférait avec Gromyko les 19 et 20 décembre et a sans doute joué ainsi un rôle de liaison efficace. Loga-Sowinski, le chef des syndicats, au prix d'une auto-critique, est parvenu à se maintenir au Bureau politique bien que son rôle ait été contesté par les manifestants du Nord.

Le principal concurrent de Gierek était le général Mieczyslaw Moczar, suppléant de l'ancien bureau politique, membre du Secrétariat du Comité central, où il était notamment chargé du contrôle de l'armée et de la police. C'est l'un des chefs de l'armée des partisans communistes pendant la dernière guerre. Président des anciens combattants, il dispose d'une assise personnelle qui a survécu à sa relative disgrâce entre 1968 et 1970. Gomulka, qui le considérait comme un rival, l'avait partiellement écarté du pouvoir avec l'aide des amis soviétiques auxquels a toujours déplu ce personnage qui ne cache pas ses convictions nationalistes. Il est vrai qu'une partie importante de l'opinion publique polonaise est très méfiante à l'égard de ce politicien considéré comme "staliniste" pour la rigueur de ses convictions dogmatiques et qui inquiète par les souvenirs laissés par son passage au Ministère de l'intérieur. Promu membre du Bureau politique, Moczar, qui y compte encore un partisan, Kruczek, pourrait devenir le pôle d'un mouvement antagoniste en cas d'insuccès de la "majorité" nouvelle. Son rôle dans la chute de Gomulka a en tout cas été actif : vers le 18 décembre, il aurait fait savoir au Premier Secrétaire que les forces de l'ordre seraient impuissantes à réprimer les manifestations.

Au-dessous du Bureau politique, le Secrétariat du Comité central joue un rôle exécutif important dans la vie du parti et dans celle du pays. Les fonctions au Secrétariat sont incompatibles avec celles au gouvernement. C'est en

quelque sorte un gouvernement parallèle avec ses départements et services disposant de moyens d'action sur la Diète et sur l'opinion publique. Nous y trouvons, après l'élimination de Gomulka, Jaszczuk, Kliszko et Strzelecki, les neuf membres suivants : cinq "jeunes" dont trois nouveaux : Babiuch, Kociolek, Olszowski, Tejchma, Barcikowski; Gierek et son ami Szydlak; Moczar et un ancien de peu de profil, Starewicz. La répartition de leurs fonctions ressort de l'annexe au présent rapport. Fait significatif : Gierek a confié aux deux personnes qui lui sont les plus proches les responsabilités permettant de tenir en mains le parti : agitation et propagande, idéologie, organisation, cadres.

4. Le nouveau gouvernement.

Le gouvernement a été remanié le 23 décembre. Cyrankiewicz, Premier Ministre depuis le début de la République populaire, a été contraint de faire devant la Diète son autocritique et a pu ainsi sauver la face en devenant Chef d'Etat. Il donnera sans doute à sa fonction plus de lustre et de contenu que son prédécesseur. Son tempérament ne le porte pas à la passivité. On lui prêtait d'ailleurs depuis quelques mois l'intention de passer à la Présidence. Il l'aura pourtant réalisée dans des conditions peu satisfaisantes pour son amour-propre.

Le Sejm a docilement élu un nouveau premier ministre, deux vice-premiers ministres, deux ministres etc. dont l'importance politique s'efface derrière la compétence technique. Résultat accessoire : le Ministre du commerce extérieur M. Burakiewicz, dont la position paraissait très compromise il n'y a guère, semble avoir misé sur le bon cheval dans ces dernières semaines puisqu'il est maintenu à son poste et chargé de la négociation commerciale avec l'URSS dès le 29 décembre.

La continuité des principales options étant assurée (politique étrangère notamment) et les questions intérieures dépendant surtout du Bureau politique et de comités (plan économique, prix, salaires, information), le nouveau gouvernement ne semble pas destiné à jouer un rôle très spectaculaire. Il y a du reste une interdépendance marquée dans les compétences des divers organes du pouvoir. C'est ainsi que le Premier Ministre et le Ministre des affaires étrangères sont membres du Bureau politique, les Ministres de l'éducation, de l'agriculture et de la défense nationale en sont suppléants.

5. Le rôle de la classe ouvrière.

J'ai relevé ci-dessus l'impact des manifestations publiques ou discrètes des ouvriers des principales entreprises industrielles. Le rôle de ce groupe social s'affirme dans la phase actuelle et de son attitude future dépendra largement l'évolution politique du pays.

Sur une infrastructure de mines et de métallurgie dans les territoires ayant appartenu à l'Allemagne jusqu'en 1945, ainsi que sur un noyau d'industrie textile, la République populaire a greffé une industrie lourde et légère très diversifiée par une politique systématique d'investissements calqués sur le modèle soviétique. Les implantations ont en général coïncidé avec les grandes villes. Actuellement, les 106 principales entreprises sont localisées dans vingt villes. Ces grandes unités économiques, contraintes par la planification économique à un rôle d'exécutantes et dont la direction n'a, en général, pas été très efficace, ont cependant développé, notamment sous l'impulsion des syndicats, un réseau de services sociaux qui a certainement favorisé l'apparition d'un sentiment de solidarité chez leur main-d'oeuvre.

- 8 -

L'activité des syndicats n'a guère touché au domaine politique pendant la période passée : à la suite d'une séance du comité directeur des syndicats, le 23 décembre, le secrétaire général Loga-Sowinski a publié un communiqué aux allures d'autocritique.

Les revendications des ouvriers de Gdansk, qui ont été rapidement connues à Varsovie, ne portaient pas seulement sur les aspects usuels tels que la relation salaires-prix et le domaine politico-social ("A bas la bourgeoisie rouge", "nous creuserons la tombe de Gomulka"), mais encore sur une amélioration de l'information en Pologne, sur un équilibre plus profitable du commerce extérieur (réduction des exportations vers l'URSS). L'apparition d'une classe ouvrière informée et avisée, consciente de sa force, a été comparée ici à la Commune de Paris de 1871 (d'après laquelle est d'ailleurs dénommé le chantier naval de Gdynia). Il faut aussi relever l'organisation assez efficace et l'encadrement des manifestants. A l'origine des mouvements, un service d'ordre ouvrier semble avoir protégé les centres commerciaux de Gdansk jusqu'au moment où la police a chassé ces escouades et que des éléments incontrôlés ont procédé à des pillages. A Szczecin, un comité de grève a assumé pendant une semaine à peu près un pouvoir parallèle à l'administration officielle, délivrant des permis de travail pour les employés de certains services publics et canalisant les manifestations, contraignant le gouvernement à négocier.

Le dialogue avec cette force sociale a été entamé par Gierek, fort de ses expériences positives avec les ouvriers de Haute-Silésie. Les visites d'usine sont à l'ordre du jour; les représentants des ouvriers des 106 grandes entreprises se trouvent à Varsovie où ils confèrent avec les instances suprêmes du parti.

- 9 -

La nouvelle direction du parti a tenu compte de plusieurs des revendications mentionnées ci-dessus : promesse que le plan serait révisé, augmentations des salaires les plus bas, des pensions et des allocations familiales du groupe le plus défavorisé, amélioration de l'information allant jusqu'à la publication de communiqués sur les travaux du Bureau politique. Il reste à voir si ces promesses ne sont qu'une façade démagogique ou si elles seront suivies d'une répression ou d'un recul des revendications.

6. L'armée.

Selon toutes les informations sérieuses, l'armée ne serait intervenue à aucun moment dans la répression des manifestations, tâche assumée par la milice et les formations d'intervention spécialisées. Les 16 et 17 décembre, le général Jaruzelski, Ministre de la défense nationale et chef suprême des forces armées, était présent aux abords de Gdansk où l'on craignait un contact entre militaires et manifestants. C'est de là que Jaruzelski aurait - selon certaines informations - posé des conditions pour cautionner les candidats au pouvoir. Il a en tout cas été nommé suppléant au Bureau politique le 20 décembre, ce qui est une appréciable promotion. L'intéressé semble aussi jouir de la confiance des dirigeants soviétiques qui le connaissent bien pour avoir été formé à Moscou et comme représentant régulier de la Pologne dans l'organisation du Pacte de Varsovie. Il semble aussi qu'il tient en mains fermes l'armée avec laquelle il faudra compter au cas où des signes de guerre civile devaient ultérieurement se manifester.

7. Les structures agraires.

Le marasme agricole est la source lointaine des difficultés économiques qui ont précipité la Pologne dans la crise de décembre 1970. Comptant 47% de la population en

1950, la paysannerie en représente encore 32% en 1968. En grande partie, elle exploite ses terres sur la base privée. Favorisée ainsi dans une certaine mesure mais restant traditionnelle, elle n'a pas participé à la modernisation de la Pologne qui n'est sensible que dans les villes; elle n'a bénéficié ni des investissements, ni des services sociaux; l'enseignement a éloigné de la terre ses enfants, qui s'installent dans les villes. Produisant à bas rendement, les paysans cherchent à profiter du marché noir ou réduisent leur production au minimum vital nécessaire. C'est une classe en perte de vitesse du point de vue de la dynamique sociale. Les autorités ne peuvent cependant guère toucher à ses derniers privilèges de peur de compromettre encore davantage la situation alimentaire du pays qui est déjà en crise. En 1971, l'URSS devra fournir à la Pologne 2 millions de tonnes de blé, tandis que la population ne peut espérer recevoir des quantités suffisantes de viande avant la fin de l'année. Deux années d'intempéries ne suffisent pas à expliquer un résultat si mauvais dans un pays disposant de grandes superficies de sols fertiles.

8. Position de l'Eglise.

L'Eglise dispose en Pologne d'une autorité morale sans concurrence. Depuis 1956, les dirigeants du Parti et du gouvernement ont misé sur un partage entre l'autorité temporelle et spirituelle, espérant dans un avenir plus lointain une baisse de la pratique religieuse. Rien de tel. Le nombre des prêtres est bien plus élevé qu'en 1939. Les églises sont pleines. La pratique religieuse (oh! paradoxe du régime) est devenue l'expression de la liberté individuelle. L'Eglise le sait et s'accommode de la situation présente sous la conduite du cardinal-primat Wyszinski, dont on a souvent comparé le caractère à celui de Gomulka, obstiné et

fermé. Gierek et Jaroszewicz ont tous deux mentionné le règlement des relations de l'Eglise et de l'Etat dans leurs discours-programmes. Même si c'est Moczar qui, au secrétariat du Comité central, assume le contrôle des questions religieuses, on peut sans doute s'attendre pour le moins à une poursuite du gentlemen's agreement en vigueur actuellement. Pour le plus, l'avenir le dira. Un des tests en serait la réalisation d'un vieux projet : une visite en Pologne du Saint-Père, qui a échoué jusqu'à maintenant du fait de certaines conditions posées par les autorités civiles du pays.

9. Une vue vers l'avenir.

On ne saurait considérer la situation nouvelle comme point d'équilibre stable. Les côtés positifs ne manquent pourtant pas : les discours du nouveau Premier Secrétaire et du nouveau Premier Ministre s'appliquent à donner confiance à tous les groupes sociaux et idéologiques, à apaiser les sources de conflit, à demander une intensification du travail ; la presse, qui joue ici un rôle considérable, se sent à l'aise dans un apparent relâchement de la censure ; par l'apparition de figures nouvelles, la vie politique s'anime, bien que cela ne touche que la fraction infime de la population qui est inscrite au parti.

Les principaux risques de déséquilibre résident dans les rapports encore très prudents et circonspects entre la population et le parti, et dans les rapports des nouveaux dirigeants entre eux. Si le Bureau politique installé le 20 décembre est conscient des menaces qui pèsent sur lui en raison de ses modestes possibilités d'influencer l'opinion publique, les mesures de publicité et le dialogue qu'il a instauré avec les représentants de la classe ouvrière marquent un geste de bonne volonté que les connaisseurs tiennent cependant pour peu durable. On les met en parallèle avec certaines initiatives prises par Brejnev lors de sa venue au pouvoir.

- 12 -

Il est encore moins probable que les membres du Bureau politique puissent à la longue faire bon ménage ensemble. Le Bureau politique a été constitué à chaud sous la pression des événements par des dosages qui ont sans doute tenu compte de la représentativité et des compétences personnelles. Mais ils n'ont pu, de plus, prendre en considération les incompatibilités d'humeur ni toutes les aspirations personnelles.

L'avenir devra tenir compte aussi d'un climat social et politique dont les données psychologiques ont été modifiées par les événements : La prise de conscience populaire qu'une action concertée à la base peut modifier le jeu politique, même dans une dictature prolétarienne.

L'équilibre politique actuellement encore instable, joint à la situation économique très mauvaise et à l'inféodation au voisin soviétique limitant la marge de manoeuvre, ne font pas bien augurer de l'avenir proche de la Pologne.

L'Ambassadeur de Suisse :

Wichauer

Annexe mentionnée.

Autorités supérieures du parti ouvrier polonais unifié

20 décembre 1970

BUREAU POLITIQUE
(12 membres, 4 suppléants)

<u>Membre</u>	<u>né en:</u>	<u>Fonction</u>	<u>Membre depuis</u>
Edward Babiuch	1927	Secrétaire	XII.1970
Józef Cyrankiewicz	1911	Président du Conseil d'Etat	XII.1948
Edward Gierek	1913	Ier Secrétaire	(1956)-(1964) XI. 1968
Piotr Jaroszewicz	1909	Premier Ministre	XII. 1970
Stefan Jędrzychowski	1910	Ministre des Affaires étran-	XII.1956
Stanislaw Kociołek	1933	gères Secrétaire	XI. 1968
Władysław Kruczek	1910	Ier Secrétaire à Rzeszów	XI. 1968
Ignacy Loga-Sowiński	1914	Secrétaire général des Syndicats	X. 1956
Mieczysław Moczar	1913	Secrétaire	XII.1970
Stefan Olszowski	1931	Secrétaire	XII.1970
Jan Szydłak	1925	Secrétaire	XII.1970
Józef Tejchma	1927	Secrétaire	XI. 1968
<u>Suppléants</u>			
Henryk Jabłoński	1909	Ministre de l'Education	XII.1970
Mieczysław Jagielski	1924	Ministre de l'Agriculture	III.1959
Wojciech Jaruzelski	1923	Ministre de la Défense nationale	XII.1970
Józef Kępa	1928	Ier Secrétaire à Varsovie	XII.1970

SECRETARIAT DU COMITE CENTRAL

	<u>né en:</u>	<u>Responsabilités:</u>	<u>Membre depuis</u>
Edward Gierek	1913	1er Secrétaire	XII. 1970
Jozef Tejchma	1927	Affaires étrangères - Parlement - Science - Education	XI. 1968
Jan Szydłak	1925	Agitprop - Commission idéologique - Histoire du parti	XI. 1968
Stefan Olszowski	1931	Presse - Radio - Télévision - Culture - Jeunesse	XI. 1968
Mieczysław Moczar	1913	Justice - Procuratione - Armée - Sécurité - Eglise	VII. 1968
Stanisław Kociolek	1933	Economie	XII. 1970
Edward Babiuch	1927	Organisation-Cadres Relations avec les autres partis	XII. 1970
Kazimierz Barcikowski	1927	Agriculture	XII. 1970
Artur Starewicz	1917	Administration du Comité Central Bureau du Secrétariat Union interparlementaire	VII. 1963